

LA CRISE ENTRE REGLOBALISATION ET DEFIS TECHNOLOGIQUES

PAR

Henri REGNAULT^{*}

Ecrivant depuis septembre 2007 une lettre trimestrielle sur la crise¹, j'ai hésité pendant près de deux ans sur la terminologie à employer pour désigner le phénomène. En tant qu'économiste, mon vocabulaire spontané me conduisait, pendant l'été 2007, à me demander si on était entré dans une récession ou dans une dépression.

Le mot récession a une signification très précise, articulée autour de deux trimestres consécutifs de recul du PIB : selon cette définition, le monde occidental serait déjà sorti de la crise puisque, aux Etats-Unis comme en Europe, nous avons rejoint la « morne plaine » de taux de croissance faiblement positifs. Pourtant, qui peut croire que la crise est finie alors que : dans de nombreux pays, les taux de chômage restent élevés (entre 10 et 20 %, selon les définitions plus ou moins larges qu'on adopte) ; les inquiétudes sur la solidité des banques restent entières malgré les grandioses profits spéculatifs réalisés par les plus grandes d'entre elles à partir des fonds mis à leur disposition presque gratuitement par les banques centrales ; une guerre des monnaies latente² menace de remettre en cause plus d'un demi-siècle de libéralisation commerciale, comme en témoigne déjà le manque d'enthousiasme à conclure le Cycle de Doha de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ?

Si la crise actuelle ne relève donc pas du concept de récession, faut-il adopter le terme de dépression ? Contrairement à la récession, on ne dispose pas d'une définition bien cadrée de la dépression. On est plutôt dans une référence historique aux crises les plus sévères que le monde a pu connaître, crise des années 1930 en tête. Ce référentiel peut être convoqué à certains égards : les files d'attente des déposants devant les agences de la banque anglaise Northern Rock, pendant l'été 2007, ont clairement fait resurgir le spectre des années 1930 ; l'importance de la part de la population américaine bénéficiant de bons alimentaires (*food stamps*) peut suggérer un parallèle avec les soupes populaires de la Grande Crise. Cependant, en définitive, le recours au concept flou de dépression ne nous ferait guère avancer dans notre compréhension du phénomène présent, tant une référence aveugle aux années 1930 masquerait la spécificité de la crise actuelle dans un monde globalisé, sans comparaison avec le relatif cloisonnement qui prévalait à la fin des années 1920 – cloisonnement accentué par les politiques conduites dans les années 1930 – : la division internationale des processus productifs, facilitée notamment par le développement des technologies de l'information et de la communication, a mis en place un système d'échange international radicalement nouveau, porté par un investissement international direct croisé entre les grands pôles de l'économie mondiale et géré dans un système monétaire international qui n'a plus rien à voir avec l'étalon or de l'entre-deux-guerres.

^{*} Professeur d'Economie à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour.

¹ Ce texte reprend quelques extraits de différents numéros de cette lettre trimestrielle, en particulier de *LA CRISE*, n° 9, oct. 2009, et n° 10, janv. 2010, ainsi que d'une intervention dans une réunion de la CRPM au Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, Marseille, nov. 2009.

² Ce texte a été finalisé à la mi-novembre 2010, au moment du G20 de Séoul.

Exit donc le binôme récession-dépression en tant que référentiel pour l'analyse de notre crise. J'ai été tenté à un moment par la terminologie « crise systémique globale », avancée par le Laboratoire européen d'anticipation politique (LEAP) dans son *Global Europe Anticipation Bulletin* de février 2006 et qui est restée depuis sa marque de fabrique : par crise systémique globale, le LEAP se réfère à une crise du système mondial sous hégémonie américaine issu de la Seconde Guerre mondiale. L'analyse du LEAP a le grand mérite de dépasser le cadre économique au sens étroit et d'embrasser l'ensemble du champ des relations internationales. Toutefois, au fur et à mesure que ma propre réflexion avançait, j'ai été conduit à considérer que la crise que nous vivons dépassait les domaines économiques, financiers, politiques et sociaux et qu'une sortie durable de la crise – donc sans rechute à brève échéance – supposait que soient débloqués divers verrous technologiques.

La multiplicité des systèmes à prendre en compte et l'ambiguïté relative du terme « crise systémique » – trop souvent associé au seul domaine bancaire, avec la chute en dominos des établissements – m'ont conduit à proposer en 2009 le concept « Très grande crise multidimensionnelle » (TGCM). Dans un premier temps je vais expliciter la nature complexe de la TGCM, puis je tenterai d'en élaborer quelques scénarios d'évolution à long terme.

LA TGCM : CRISE DE REGULATION ET IMPASSE TECHNOLOGIQUE

Le monde a pris conscience de la crise actuelle sous forme d'une crise financière à l'occasion de divers événements des années 2007 (première alerte sur les prêts *subprime* américains, faillite de la banque anglaise Northern Rock) et 2008 (faillite de Lehman Brothers).

Dans la boîte à outils qu'utilisent les économistes pour analyser les crises, l'apport de Marx est trop souvent ignoré. Pourtant, avant Keynes, nul autre que Marx n'a donné autant de pistes d'analyse des crises. Si Malthus avait été le premier, dans un monde classique d'ajustement automatique de l'offre et de la demande (loi de Say), à percevoir la possibilité d'un désajustement à travers une demande effective plus faible que la demande potentielle résultant de la somme des revenus, c'est Marx qui le premier va rompre avec la neutralité de la monnaie, introduire la possibilité de la thésaurisation et donc d'une origine monétaire à la crise. Toutefois, pour Marx, si la crise se manifeste sous forme de phénomènes monétaires et financiers, ses causes profondes sont à chercher ailleurs, dans l'économie réelle et ses déterminants sociaux et techniques.

Cette approche de Marx, au-delà des limites évidentes de son analyse de la crise – des pistes plus qu'une vraie théorie –, mérite d'être réinvestie dans l'interprétation de la crise actuelle. On peut dire aujourd'hui que, d'une part, l'origine de la TGCM est à chercher dans une crise de la régulation économique et sociale et que, d'autre part, les perspectives de sortie de la TGCM sont plombées par des défis technologiques et institutionnels qui formeront un obstacle insurmontable à une forte reprise de la croissance tant qu'ils n'auront pas été surmontés. La TGCM est donc une crise structurelle sur laquelle viendront se briser toutes les tentatives de sortie par simple mise en œuvre de politiques conjoncturelles.

TGCM et crise de régulation : du fordisme au « greenspanisme »³

³ Autant le terme « fordisme » est un terme consacré, académiquement reconnu, autant le terme « greenspanisme » est un néologisme que j'ai forgé pour rendre compte de la fuite en avant dans l'endettement des

Depuis la chute de Lehman Brothers, on parle beaucoup de régulation dans les médias. On entend par là le contrôle des institutions et des produits financiers pour ne pas retomber dans une nouvelle crise liée à l'exubérance spéculative inhérente aux acteurs financiers. Cependant, lorsque les économistes évoquent une crise de régulation, ils se réfèrent à la théorie de la régulation, visant un champ bien plus large, l'ensemble de la société et ses différentes formes institutionnelles (concurrence, monnaie, Etat, rapport salarial, insertion internationale). C'est dans ce dernier sens que j'aborde la problématique de la régulation.

Nos économies, en régime de liberté d'entreprendre, sont fondées sur une dualité d'acteurs entre entrepreneurs employeurs et salariés. Elles doivent en permanence gérer une contradiction fondamentale, relative au double statut du salaire qui est, d'une part, un coût pour chaque entrepreneur considéré individuellement – en tant que coût, la tendance est donc à le limiter au plus faible niveau possible afin de contenir la concurrence – et, d'autre part, un débouché, une source de demande pour écouler les biens produits par l'ensemble des producteurs sous forme de biens de consommation courante – en tant que tel, il est nécessaire qu'il soit le plus élevé possible pour dynamiser la production. L'idéal pour un entrepreneur serait qu'il paie très peu ses propres salariés – minimisant ainsi ses coûts –, mais que les autres paient très bien les leurs – maximisant ainsi les débouchés, qui dépendent très peu des salaires qu'il verse lui-même, mais de la masse globale des salaires – ; malheureusement pour lui..., les choses ne fonctionnent pas ainsi ! Les économies occidentales du XIX^e siècle et du début du XX^e ont eu beaucoup de mal à gérer cette contradiction fondamentale et ont connu de nombreuses crises lorsque les différentes branches de l'économie (biens de consommation, d'équipement ou de production) ne parvenaient pas à écouler leur production, mettant à mal la théorie économique dominante qui affirmait l'automatisme de l'égalisation de l'offre et de la demande. Les marxistes pensaient que cette contradiction ne pouvait déboucher que sur la mort du capitalisme. C'était sans compter sur la force d'adaptation et le pragmatisme de ce régime, lequel s'est montré, dans la seconde moitié du XX^e siècle, parfaitement capable de gérer, de réguler cette contradiction, de sorte que l'expansion se maintienne, en dépit de quelques récessions ici ou là.

Le XX^e siècle a ainsi connu deux modes de régulation de cette contradiction : le fordisme puis, récemment, ce que j'appelle le « greenspanisme », du nom d'Alan Greenspan, président de la Banque centrale américaine (la FED) pendant vingt ans (1987-2006). Par fordisme, on entend – outre un approfondissement de l'organisation taylorienne du travail – une élévation du niveau des salaires au fur et à mesure de l'élévation de la productivité du travail, de sorte que les salariés soient en état d'acheter une part suffisamment importante de la production et d'éviter ainsi toute crise de débouchés. Le fordisme a ainsi été au cœur des Trente Glorieuses et de l'apogée des économies occidentales. Cependant, à partir des années 1980, la régulation fordiste n'a pas résisté à la mondialisation et à la mise en concurrence des mains d'œuvres centrales (pays développés) et périphériques (pays en développement) : les salaires centraux ont stagné, les profits ont sensiblement accru leur part dans la répartition de la valeur ajoutée. L'évolution du capitalisme vers une forme actionnariale a renforcé encore plus la tendance à une répartition de la valeur ajoutée en faveur du profit et au détriment des salaires, débouchant ainsi sur une plus grande inégalité dans la répartition des revenus. La réforme fiscale thatchéro-reaganienne est venue aggraver le problème en diminuant les ressources potentielles des Etats et donc leur capacité à alimenter la consommation collective (infrastructures, éducation, santé...). Le risque était donc grand de retomber dans les crises de surproduction du XIX^e siècle, dans la mesure où

ménages de certains pays occidentaux, dont les Etats-Unis, face à la remise en cause du fordisme par la mondialisation.

les dépenses des consommations de luxe de quelques dizaines ou centaines de milliers de personnes peuvent difficilement avoir le même effet d'entraînement que les dépenses de consommation ordinaire de centaines de millions de salariés. Le « greenspanisme » vint sauver – provisoirement – la mise : les salariés ne pouvaient acheter suffisamment avec leurs salaires, qu'à cela ne tienne ; on allait leur faciliter la consommation – et l'achat immobilier – par le crédit facile basé sur des taux d'intérêt faibles et des modalités d'emprunt très souples. Le « greenspanisme » a bien fonctionné jusqu'en 2007, mais il s'est ensuite effondré dans la crise des montages financiers qui lui étaient consubstantiels.

Le monde occidental est donc en panne de mode de régulation. Une période de transition est ouverte, très incertaine, en stagnation économique dans le meilleur des cas, sur le fil du rasoir, entre protectionnisme et consolidation de la libéralisation commerciale internationale, anarchie monétaire internationale et reconstruction d'un nouveau système monétaire international, rivalités géopolitiques et nouvelles collaborations internationales, guerre et paix. Difficile dans ces conditions de parler de fin de crise : on est plus au début qu'à la fin d'un gigantesque réajustement !

TGCM et défis technologiques : les blocages agricoles et énergétiques

Au-delà des dimensions sociales de la régulation, la TGCM est aussi une crise technologique, au sens où elle se produit dans une période d'épuisement d'un modèle énergétique et d'un modèle agricole et agro-alimentaire. Il n'y aura pas de sortie durable de crise sans déblocage de verrous technologiques. Pourquoi ? Parce que, à technologie constante, une croissance mondiale forte n'est pas soutenable : elle buterait rapidement sur le verrou pétrolier et sur le verrou alimentaire, du fait d'une demande croissante mais non susceptible d'être satisfaite à prix constants. Les prix énergétiques et alimentaires monteraient fortement, alimentant des rentes pétrolières et agraires, pas nécessairement réinvesties dans la consommation ou l'investissement car distribuées très inégalement. Les budgets à consacrer à d'autres dépenses diminueraient et, *in fine*, une tendance à la stagnation l'emporterait. Où est donc le problème ?

Nous sommes au bout d'un cycle technologique et énergétique. On peut discuter de la date du pic pétrolier⁴, mais il s'en vient inévitablement. Les rigidités techniques et les délais de reconversion ouvrent une période tendue sur les fournitures énergétiques et donc sur leurs prix si l'économie mondiale avait des velléités de rebondir fortement. Certes, les réserves gazières sont moins inquiétantes, surtout si on prend en ligne de compte les gaz de schistes mais dont on maîtrise encore mal les coûts de mise en exploitation. Le bon vieux charbon reste disponible en quantités abondantes, mais son usage suppose de maîtriser l'enfouissement du CO², posant donc un autre problème technologique, en phase expérimentale de résolution mais encore incertain au stade d'une application courante. La maîtrise de la fusion nucléaire à des fins civiles n'est pas attendue avant plusieurs décennies (projet ITER) et, en attendant, les progrès de la technologie de la fission nucléaire apparaissent incertains, ainsi que le montrent les doutes sur la technologie EPR, sans parler des ressources d'uranium, elles aussi pas infinies. Les nouvelles technologies d'énergies renouvelables (solaire, éolien, force marémotrice, biomasse) sont certes prometteuses, mais leur rentabilité économique est encore portée à bout de bras par des subventions diverses. Ainsi, à technologies énergétiques connues, nous allons vers un renchérissement de l'énergie – en coût direct de prix à la consommation et/ou de coût indirect des subventions

⁴ Moment à partir duquel la production pétrolière chutera inexorablement, faute de découvertes de nouvelles réserves et du fait de l'épuisement progressif des gisements en exploitation.

supportées par les contribuables – qui remet en cause notre modèle de développement, indépendamment même de toute considération de changement climatique.

Le recours aux agrocarburants, déjà effectif sur une large échelle au Brésil, introduit la seconde dimension du défi technologique qui nous attend : l'agro-alimentaire. Les démographes nous prédisent la stabilisation de l'humanité autour de 9 milliards d'habitants vers 2050. Nourrir cette population ne sera pas facile à technologie constante, *a fortiori* si une partie notable de la production végétale était détournée vers la production d'agro-carburants pour compenser la chute des énergies fossiles. Certes, une modification des régimes alimentaires des pays développés vers une alimentation plus végétale et moins carnée ouvrirait quelques marges de manœuvres, sans doute compensées et au-delà par l'évolution des consommations dans les pays émergents. Toutes ces perspectives dessinent un double renchérissement probable de l'énergie et de l'alimentation, à technologies constantes. C'est ainsi qu'un double verrou technologique, agricole et énergétique, vient assombrir les perspectives de croissance de l'économie mondiale.

TGCM et politiques économiques : de l'impuissance des politiques conjoncturelles

Dans l'histoire de la pensée économique, 1883 est mon année préférée, en raison de l'importance des auteurs impliqués : c'est celle de la mort de Marx, de la naissance de Keynes, mais aussi de la naissance de Schumpeter. C'est la grande année-carrefour des XIX^e et XX^e siècles, si on veut bien considérer Marx à la fois comme un post-classique et un pré-keynésien. Et c'est aussi, de ce fait, une date symbole dans l'analyse des crises : si Marx a été le premier analyste des crises – précédé par quelques intuitions de Malthus –, Keynes s'est imposé au sortir de la crise des années trente comme le grand économiste de la demande et des politiques économiques de soutien à l'activité. Schumpeter a connu jusqu'à présent une notoriété bien moindre, mais son analyse de la destruction créatrice et du rôle des innovations technologiques le met au cœur de l'analyse de la TGCM et des voies pour en sortir. Là où Keynes fut l'économiste d'une crise à technologie constante, Schumpeter apparaît comme l'économiste d'une crise à rupture technologique.

Face à une crise d'une telle nature structurelle, ce n'est pas en creusant des trous pour les reboucher – façon de verser des salaires et de stimuler la demande – ou en faisant voler les hélicoptères imaginés par Bernanke pour distribuer des dollars – qui ne servent qu'à la spéculation et pas à l'économie réelle – qu'on brisera la barrière technologique que représentent le changement climatique, l'épuisement de ressources non renouvelables et la nécessité de nourrir correctement 8 à 10 milliards d'habitants d'ici 2050. La sortie de crise aujourd'hui est plus compliquée que dans les années 1930 : espérons qu'elle n'en sera que plus pacifique ! Le *policy mix* budgétaire et monétaire des politiques de relance keynésiennes est voué à l'échec en tant que stratégie de sortie de la TGCM, parce que cette crise n'est pas une simple récession conjoncturelle, mais relève de blocages structurels dans le mode de régulation, aggravés par des inégalités de plus en plus fortes dans les pays développés et surdéterminés par les limites des technologies en vigueur. Nous sommes dans une période où la phase d'expansion d'un cycle court conjoncturel ne peut que venir s'enliser dans la phase dépressive du cycle long technologique : chaque amorce de reprise contiendrait en elle-même son annihilation. Cette phase dépressive du cycle long ne pourra être dépassée qu'avec le redémarrage d'une phase expansive par déblocage des verrous technologiques.

La Très grande crise est donc multidimensionnelle par excellence, avec des dimensions économiques, sociales, géopolitiques, technologiques et écosystémiques inextricablement liées, qui s'imposent à tous les pays de la planète. Finalement et pour conclure cette première partie de caractérisation de la TGCM, cette TGCM et la Grande Dépression des années 1930

sont très différentes, dans leur nature profonde, leurs caractérisations technologiques et économiques, les politiques qu'elles appellent et les références théoriques auxquelles elles renvoient, comme tente de le synthétiser le tableau ci-dessous.

Grande Dépression / TGCM⁵

Critères de comparaison	Grande Dépression des années 1930	TGCM depuis 2007 et en cours
Nature profonde de la crise	Crise dans la relation Homme-homme	Crise dans la relation homme-homme et homme-nature
Caractérisation technologique	Crise à technologie constante	Crise à rupture technologique
Caractérisation économique	Crise de demande	Crise de la demande à court terme et crise d'offre non soutenable à long terme
Politique de sortie de crise	Politique de relance	Politique d'innovation
Auteur de référence	Keynes	Schumpeter

⁵ Repris de Henri REGNAULT, « Très grande crise multidimensionnelle, destruction créatrice et territoire », déc. 2009, disponible sur Internet en version française ou anglaise (« A very serious multidimensional crisis, creative destruction and territories »).

SCENARIOS D'EVOLUTION A LONG TERME DE LA TGCM

L'évolution de la TGCM peut être envisagée à deux horizons temporels. A court et moyen termes, les péripéties vont essentiellement se situer dans la sphère financière et dépendre de la réponse qui sera apportée à la question centrale depuis l'éclatement du scandale des *subprimes* : qui doit, qui va payer ? Des montagnes de dettes privées puis publiques se sont accumulées : il serait irréaliste de penser qu'elles seront intégralement honorées. Quelle est la capacité réelle des banques et institutions financières à résister au non-remboursement total ou partiel et, au minimum, au rééchelonnement de leurs créances ? Dans quelle proportion et dans quelles conditions les politiques sociales des Etats-providence pourront-elles être maintenues ? Jusqu'où les fonds de pensions et plans d'épargne seront-ils touchés par les dépréciations d'actifs résultant de ces troubles financiers ? Les réponses apportées à ces questions dépendront des rapports de force qui s'établiront entre des acteurs qui aspirent tous à ce que soient les autres qui règlent l'addition de la crise financière. Suivant ces réponses, l'avenir immédiat sera plus ou moins sombre et, dans le meilleur des cas, les pays occidentaux peuvent espérer évoluer dans la « morne plaine » d'une croissance anémique, faute d'un moteur puissant de consommation interne dans une période où les ménages ne verront pas augmenter leurs revenus – dans le meilleur des cas – et seront peu enclins à l'endettement.

Nous allons laisser de côté ces perspectives de court terme pour nous centrer sur le long terme et, donc, sur la nature spécifique de la TGCM, en tentant d'identifier les variables structurelles décisives, puis de croiser ces variables pour construire des scénarios ou, au moins, des images possibles de l'avenir. Les variables de long terme sont, par définition, celles qui ne sont pas susceptibles d'évolution rapide, telle que la mise en œuvre à grande échelle d'innovations technologiques ou la mise en place d'un nouveau système de normes de régulation internationale.

Vers un déblocage des verrous technologiques à la croissance ?

Comme on l'a vu dans notre description de la TGCM, toute velléité de forte croissance économique à l'échelle mondiale ne peut que venir buter sur le plafond des technologies disponibles les plus largement mises en œuvre, aussi bien en matière agricole qu'en ce qui concerne les disponibilités énergétiques non susceptibles d'aggraver le réchauffement climatique⁶.

Un déblocage technologique dans ces deux domaines est-il concevable à un horizon d'une ou deux décennies ? Oui. Est-il certain ? Non. Nous avons déjà dressé un bref panorama des perspectives énergétiques. Contentons-nous de revenir ici sur le dossier agricole. En matière de production agricole nous avons besoin d'augmenter les quantités disponibles pour tenir compte à la fois de l'augmentation de la population mondiale prévisible pour la première moitié du XXI^e siècle et de l'amélioration des standards alimentaires pour les populations des pays en développement. Les révolutions agricoles du XVIII^e siècle (abandon de la jachère et mise en place de rotations de cultures), puis du XX^e siècle (semences hybrides) ont permis jusqu'à présent de gérer *grosso modo* l'adéquation entre les ressources et l'augmentation de la population, contrairement aux anticipations pessimistes de Malthus. De nouvelles perspectives favorables se dessinent, autour des biotechnologies appliquées à l'agriculture (bactéries, plantes et animaux génétiquement modifiés) et des nouvelles pratiques culturales (techniques culturales simplifiées telles que le

⁶ On tiendra ici pour scientifiquement établie une tendance au réchauffement climatique et la nécessité de mettre en œuvre des technologies ne l'aggravant pas.

semis direct), réduisant les intrants (pesticides, énergie...). Ces perspectives doivent être envisagées sans *a priori*, ce qui n'est pas le cas en Europe, où une idéologie anti-biotech semble s'imposer, focalisée sur les organismes génétiquement modifiés (OGM). Il est possible que se dessine un monde à plusieurs vitesses en matière de biotechnologie, ce qui impliquerait un monde à forts différentiels de productivité agricole et, donc, un maintien de barrières commerciales élevées en matière agricole, notamment en termes de normes sanitaires et phytosanitaires portées par les Etats – normes publiques qui doivent être scientifiquement justifiées – ou par la grande distribution – normes privées, libres. Cependant, vouloir se priver *a priori* de tout recours aux biotechnologies appliquées à l'agriculture, dans un refus idéologique non fondé scientifiquement, reviendrait à s'imposer un handicap dans la lutte pour la sécurité alimentaire.

Pour faire simple – trop simple et donc schématique –, nous retiendrons deux options pour nos scénarios. En premier lieu, la persistance de blocages technologiques qui impliqueraient des rationnements – par les prix des marchés ou les quantités administrées par les Etats – de l'énergie et de l'alimentation, produits à rendements décroissants : bridées par les soucis énergétiques et alimentaires, les sociétés humaines seraient moins disponibles pour développer les autres activités, limitant les surplus à répartir et le bien-être global des populations ; le monde rentrerait dans une ère de faible croissance voire de stagnation – ou de régression dans le pire des cas. Autre scénario envisageable, le déblocage des verrous alimentaires et énergétiques, par une maîtrise accélérée des techniques énergétiques alternatives – y compris les économies d'énergie, le nucléaire et le charbon avec enfouissement du CO² – permettant d'en réduire les coûts et par une révolution biotechnologique permettant d'accroître les rendements agricoles : l'augmentation des rendements est d'autant plus nécessaire que l'augmentation de la population et l'urbanisation sont synonymes d'affectation d'anciennes terres arables à des usages non agricoles.

Bien évidemment, des situations intermédiaires pourraient être envisagées, en dissociant le dossier agricole et alimentaire du dossier énergétique, mais dans les grandes lignes, ces deux dossiers sont liés : à travers la problématique des agrocarburants, mais aussi la mécanisation agricole (vorace en énergie) ou la production des fertilisants et des phytosanitaires. On acceptera donc de lier ces deux dossiers dans une première esquisse de scénarios de long terme.

Vers une reconstruction du système monétaire international (SMI) ?

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, une double construction institutionnelle internationale se met en place : un système monétaire international (SMI) sous dominance du dollar, issu de la Conférence de Breton Woods, doté d'institutions multilatérales (Fonds monétaire internationale/FMI et Banque mondiale) ; un système commercial international (SCI) incomplet, issu de l'échec de la Conférence de La Havane et du succès d'une conférence douanière à Genève, qui devra se contenter d'un simple accord (le General Agreement on Tariffs and Trade ou GATT), mais ne disposera pas d'une véritable organisation internationale... jusqu'à la mise en place de l'OMC en 1995.

Au terme des évolutions intervenues au cours du demi-siècle écoulé, ce double système est aujourd'hui doublement en crise. Le SMI a rompu son ancrage métallique avec la fin, en 1971, de la convertibilité du dollar en or et la mise en place progressive, dans les années 1970, d'un régime de change flottant. Tant qu'une monnaie dominante, le dollar, a été acceptée comme monnaie de réserve internationale, consacrant la dominance géopolitique globale des Etats-Unis, ce système a fonctionné tant bien que mal. Aujourd'hui, l'endettement sans limite des Etats-Unis et le refus de la Chine de laisser la parité de sa

monnaie fixée par un libre jeu de marché – en organisant sa sous-évaluation par des mécanismes administrés – rendent ce SMI doublement insoutenable car incapable de déboucher sur un équilibre tendanciel des balances et fondé sur la monnaie nationale d'une économie de moins en moins dominante. Quant au système commercial international, en dépit de son démarrage chaotique à la Conférence de La Havane, il a connu d'incontestables succès en termes de libéralisation commerciale, faisant passer les droits de douanes sur les produits industriels à l'entrée dans les pays développés d'un niveau moyen de 40 % au sortir de la guerre à un niveau inférieur à 4 % au début des années 2000. Nul doute que ce système a facilité la croissance mondiale et a favorisé l'intégration de nombreux pays en développement dans les circuits de l'échange international, avec des conséquences positives et parfois exceptionnelles en termes de développement. Cependant, aujourd'hui ce système est en panne, comme en témoignent les blocages du cycle de négociation actuel (dit Cycle de Doha), du fait de blocages sur le dossier agricole, mais aussi de la perception claire de la vanité de poursuivre des désarmements douaniers dans un monde d'instabilité monétaire internationale où les variations de taux de change perturbent plus le calcul économique que les droits de douanes. On peut faire l'hypothèse raisonnable que l'évolution du système commercial dans les années à venir va être surdéterminée par l'évolution du SMI et qu'une nouvelle vague de libéralisation commerciale attendra la mise en place d'un nouveau SMI.

La mise en place d'un nouveau système monétaire international est une opération de longue haleine, qui ne se fait pas sans douleur et qui s'étale sur plusieurs décennies, ainsi que nous l'enseigne l'expérience du passage de la dominance d'un étalon livre sterling à celle de l'étalon dollar, qui prendra tout l'entre-deux-guerres pour s'affirmer. Or, à un horizon de dix ans et *a fortiori* plus, il faut acter l'évolution du SMI comme une variable déterminante pour l'élaboration de scénarios de long terme. Avec deux possibilités : ou bien un consensus international est capable de reconstruire un SMI unifié, c'est-à-dire d'accoucher de conventions acceptées par tous, régulant les conditions dans lesquelles les différentes monnaies nationales sont durablement convertibles entre elles, ou bien aucun consensus ne peut être trouvé. Dans les deux cas, la globalisation est morte, dans la forme que nous lui connaissons, mais dans les deux cas nous allons non pas vers la déglobalisation que certains croient discerner ou appellent de leurs vœux, mais vers une nouvelle globalisation, reformatée, qu'on peut appeler « reglobalisation », processus complexe rebattant les cartes du commerce et de l'investissement international à l'échelle mondiale tout en confirmant le rôle d'acteurs économiques globaux jouant sur tous les continents – alors qu'un processus de déglobalisation signifierait la fin des acteurs globaux, ce qui est très difficilement concevable. En cas d'échec à réinstaurer un SMI unifié, nous allons vers une reglobalisation administrée, dont les Etats seront les acteurs dominants, alors que, en cas de succès à réinstaurer un SMI unifié, nous allons vers une reglobalisation de marché dont les acteurs dominants seront les firmes.

Dans le cas d'une reglobalisation administrée – ou conduite par les Etats –, en l'absence d'un SMI unifié, l'essentiel des échanges devra s'organiser dans des zones monétaires régionales dominées par une grande monnaie régionale. Dans un tel cas de figure, une remontée du protectionnisme – à l'échelle régionale, pas nationale – est inévitable, quelles que soient les réticences des grandes firmes habituées à se mouvoir dans un espace mondial unifié : la division internationale des processus productifs devra se redéployer, forcée et contrainte, d'une échelle mondiale à une échelle régionale. Les échanges internationaux de biens ordinaires seront largement contraints par cette nouvelle donne régionalisée. Les échanges interrégionaux de biens de haute technologie donneront lieu à des négociations d'Etat à Etat, au coup par coup, comme c'est déjà bien souvent le cas. Cette reglobalisation administrée serait la revanche du politique sur l'économique, des Etats sur les firmes.

Pour ce qui est de la reglobalisation de marché – ou conduite par les firmes –, si un consensus international peut être trouvé autour d’une monnaie internationale construite, tous ceux qui espèrent une remontée du protectionnisme en seront pour leurs frais. Néanmoins, cela ne signifierait pas la prolongation de la globalisation actuelle : un nouveau SMI unifié ne pourra faire l’économie d’un mécanisme d’équilibrage tendanciel des échanges ; on ne pourra plus rejouer la scène d’un gigantesque déficit des Etats-Unis compensé par un gigantesque excédent de la Chine. L’équilibrage tendanciel des échanges entre grandes zones régionales par la nécessaire réévaluation des monnaies des zones excédentaires changera forcément la donne actuelle de la division internationale du travail, au profit de pays en développement qui ne pouvaient trouver leur place dans l’ancien système du fait de la sous-évaluation de la monnaie chinoise. En effet, un nouveau SMI unifié ne saurait tolérer qu’un grand pays comme la Chine puisse administrer le cours de sa monnaie – donc échapper aux mécanismes de marché sur sa parité monétaire – tout en réclamant le libre jeu du marché pour ses marchandises : c’est là une des contradictions fondamentales du système actuel, dont le traitement ouvre la voie à une grande conflictualité dans les relations entre la Chine et le reste du monde⁷. La grande différence avec le cas précédent de reglobalisation administrée tiendrait au fait que la nouvelle géographie de la production ne résulterait pas de décisions commerciales des Etats, mais de l’adaptation des firmes aux nouvelles parités monétaires déterminées par les marchés des changes. Il va de soi que cette perspective aura la préférence des grandes firmes – et de la finance internationale –, qui feront tout pour une redéfinition de la gouvernance économique mondiale en ce sens. La réforme monétaire internationale, vers un étalon monétaire international construit et lié à la fin de toute possibilité de change administré d’un grand pays, pourrait ainsi trouver de précieux alliés du côté des grandes firmes multinationales, qui y verraient un moyen d’échapper à une reprise en main de l’échange international par les Etats. Toutefois, la réalisation d’un tel scénario trouvera sur son chemin deux obstacles : l’acceptation très problématique, par les Etats-Unis, d’un étalon monétaire international construit qui mettrait un terme évident au rôle international du dollar et symboliserait la fin de l’Empire américain ; l’acceptation encore plus problématique, par la Chine, d’un mécanisme de marché de détermination de la parité du yuan, qui l’obligerait à reformater sa stratégie de développement, passant d’une croissance tirée par l’exportation à une croissance tirée par le marché interne.

Quelques scénarios envisageables

Nous avons retenu deux positions pour la variable technologique (blocage / déblocage) et deux positions pour la variable SMI (réussite ou non de la reconstruction d’un SMI). Théoriquement le croisement de ces deux variables à deux positions chacune devrait nous donner quatre scénarios possibles, comme l’indique logiquement le tableau ci-dessous. Toutefois, il faut s’interroger sur l’incohérence possible de certaines combinaisons et ici, en l’occurrence, nous verrons que trois combinaisons seulement résistent à un minimum d’examen critique.

Evolution de la TGCM : scénarios de long terme⁸

⁷ Une grave erreur aura été d’accepter l’entrée de la Chine dans l’OMC, sans droit de regard sur les mécanismes de détermination de la parité du yuan : la double commande entre la régulation commerciale internationale (OMC) et la régulation monétaire internationale (FMI) apparaît comme un vice de conception de la gouvernance économique mondiale. La libéralisation des échanges ne peut pas faire bon ménage avec des taux de changes administrés.

⁸ Repris de Henri REGNAULT, *LA CRISE*, n° 10, janv. 2010.

TECHNOLOGIE SYSTEME MONETAIRE INTERNATIONAL (SMI)	Blocage des verrous technologiques : croissance faible ou stagnation	Déblocage des verrous technologiques : forte croissance
Pas de reconstruction d'un SMI unifié Reglobalisation administrée : rôle dominant des Etats et de mécanismes administrés dans la régulation mondiale	Combat des forteresses... au risque de la guerre !	Nouveau mercantilisme... ou la revanche des Etats et de leurs <i>nomenklaturas</i> sur les acteurs privés.
Reconstruction réussie d'un SMI unifié Reglobalisation de marché : rôle dominant des firmes et des mécanismes de marché dans la régulation mondiale	Pénurie partagée... , mais peu crédible : on ne partage pas la pénurie !	Nouvel âge d'or libéral... ou le grand soulagement des oligarchies privées

Si la crise vous a inspiré des tendances apocalyptiques et que vous cherchez d'où pourrait bien surgir une Troisième Guerre mondiale, ne cherchez plus, elle est cachée au tréfonds du scénario « Combat des forteresses », au croisement de la stagnation économique mondiale et de l'impossibilité de reconstruire un SMI unifié : c'est le scénario le moins coopératif qu'on puisse imaginer, dans lequel les tensions économiques (faible croissance, chômage) pourraient conduire à des dérapages nationalistes, à des logiques de boucs émissaires. Sans aller jusqu'à une guerre mondiale, la difficulté à lever le blocage du verrou énergétique peut conduire – conduit depuis longtemps ! – à des épisodes armés autour du contrôle du pétrole ou de l'uranium. En l'absence de SMI unifié, l'échange international entre les grandes zones monétaires mondiales est dirigé par des normes étatiques agressives, visant à reporter la crise sur les autres... ce qui ne marche jamais et aggrave les problèmes de tous.

Le déblocage des verrous technologiques ouvrant la voie à une forte croissance joint à une absence de consensus sur un système monétaire international donne lieu au scénario « Nouveau mercantilisme ». L'agressivité dans les relations internationales est moins forte que dans le scénario précédent – la croissance met de l'huile dans les rouages internationaux, le nationalisme se fait plus modéré –, mais elle reste significative, comme dans tout jeu non coopératif, en particulier autour du contrôle des nouvelles technologies, véritable Graal de la croissance. L'enjeu est en particulier la conquête des marchés à la marge des grandes zones monétaires et la concurrence entre les trois grands pôles mondiaux sur les marchés de haute technologie. Celui qui maîtrise en premier les énergies abondantes à bon marché et la révolution agricole biotechnologique prend une longueur d'avance sur les autres. Les Etats sont largement à la manœuvre et les firmes doivent composer avec eux, s'appuyer sur eux dans leur stratégies d'expansion commerciale et d'investissement international. C'est un retournement dans le rapport de force Etats / firmes qui s'était instauré dans les années 1990 et au début des années 2000, avec une vague de législations désarmant les Etats face aux firmes. Les oligarchies privées sont moins à la fête et les *nomenklaturas* étatiques reprennent de leur superbe.

Peut-on imaginer une situation dans laquelle coexisteraient le blocage technologique et un SMI unifié ? Je n'y crois pas et, donc, le scénario « Pénurie partagée » est pour moi un cas de figure sans portée pratique : en l'absence de toute croissance, laisser ses marchés sans contrôle commercial et sans moyen d'intervenir sur le taux de change, alors que les conditions économiques – et environnementales – de production sont disparates de par le

monde, reviendrait à se tirer une balle dans le pied. Le masochisme n'étant pas un mode de gouvernement et la tendance étant plutôt à exporter sa crise chez le voisin..., je ne vois pas un grand avenir à un tel scénario. La pénurie ne se partage que dans des groupes ayant en commun un principe unificateur très fort : c'est déjà difficile dans une union régionale forte et riche comme l'Union européenne (comme l'illustre la difficile gestion des troubles financiers grecs et irlandais), ce n'est guère envisageable à l'échelle de la communauté internationale toute entière.

Reste enfin le « Nouvel âge d'or libéral », au croisement de la forte croissance issue du déblocage des verrous technologiques et d'un consensus international exemplaire sur la régulation économique internationale se traduisant par la mise en place d'une régulation de marché pour la gestion des parités monétaires internationales autour d'une monnaie internationale construite, interdisant tout statut privilégié d'une monnaie nationale. Les localisations des activités échappent aux Etats et se décident selon de purs critères de maximisation des profits des investisseurs. C'est le scénario pur et parfait de la reglobalisation de marché. La course à la croissance libérale dans le cadre d'une gouvernance mondiale au dessus des Etats nationaux (un super FMI-OMC) remet en selle les oligarchies privées pour plusieurs décennies, oligarchies qui n'ont plus besoin de composer avec les Etats et leurs *nomenklaturas*.

Voilà donc trois images possibles de l'avenir du monde d'ici vingt ans. Je me refuse à leur attribuer des probabilités, même qualitatives : trop d'inconnues subsistent. Ces scénarios de long terme ne peuvent relever que de l'impressionnisme, de taches qui font sens mais ne peuvent pas et ne veulent surtout pas prétendre à la précision anatomique d'une impossible photographie anticipatrice. Certains de mes lecteurs penseront sans doute qu'aucune de ces trois images ne peut renvoyer à leur idéal. La terreur que peut inspirer le « Combat des forteresses » dans un monde de pénurie ne fait pour autant aimer ni les *nomenklaturas* étatiques du « Nouveau mercantilisme » ni les oligarchies privées du « Nouvel âge d'or libéral », mais ainsi va l'histoire... qui, de toutes manières, reste à écrire !